

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) du Lot n°1

Objet du Marché :

**MARCHÉ N° 2026-012-: MISSIONS DE COORDINATION SPS ET DE CONTROLE TECHNIQUE POUR
LA CONSTRUCTION DU BATIMENT 11 LEARNING COMMONS ET LA REHABILITATION DU
BATIMENT 17**

**Lot n° 1 : Mission de Coordination Sécurité et Protection de la Santé dans le cadre de la
construction du bâtiment 11 « Learning Commons » et la réhabilitation du bâtiment 17**

Maître de l'Ouvrage / Pouvoir adjudicateur :

**INSA de Toulouse
Pôle Marchés
135 Avenue de RANGUEIL
31077 TOULOUSE CEDEX 4**

Représenté par sa Directrice, Madame Alexandra BERTRON

Assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO programmiste) :

KARDHAM
beyond building

N.B. : dans les documents constitutifs du marché :

- Toute référence aux normes françaises doit être entendue comme l'acceptation des normes européennes reconnues équivalentes
- Toute citation d'un procédé ou d'un produit particulier doit être comprise comme l'acceptation d'un procédé ou d'un produit reconnu équivalent.

SOMMAIRE

A	PRESENTATION DU DOCUMENT ET DE L'OPERATION	3
1	Objet du présent cahier des clauses particulières	3
2	Caractéristiques de l'opération	3
2.1	Caractéristiques principales	3
2.2	Spécificités techniques de l'opération	4
2.3	Délais prévisionnels de réalisation des études et des travaux	4
B	GENERALITES SUR LA MISSION	5
3	Principes généraux et particuliers de prévention	5
4	Stades d'intervention du coordonnateur SPS	5
5	Relations avec le maître d'œuvre	5
6	Objectifs de la mission et références aux articles du Code du travail	5
C	DECOMPOSITION DE LA MISSION SPS EN PHASES.....	6
7	Phase conception	6
7.1	Prestations générales dues par le coordonnateur SPS en phase conception	6
7.2	Gestion de la problématique AMIANTE	7
7.3	Plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGC).....	8
7.4	Collège interentreprises de sécurité de santé et des conditions de travail (CISSCT)	9
7.5	Dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO)	9
7.6	Registre-journal de la coordination	10
7.7	Interférences avec les activités d'exploitation.....	11
7.8	Prestations spécifiques à l'élaboration du DCE	11
7.9	Phase préparatoire du chantier	12
7.10	Phase réalisation des travaux	13
7.11	Phase Réception des travaux.....	16
7.12	Phase Garantie de parfait achèvement	16
8	Moyens mis à la disposition du coordonnateur SPS	16
8.1	Moyens matériels	16
8.2	Moyens administratifs.....	16
9	Modalités minimales contractuelles de présence imposées au coordonnateur SPS	18
9.1	Présence minimale imposée au titre du présent marché.....	18
9.2	Présence complémentaire laissée à l'appréciation du coordonnateur SPS	18

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

A PRESENTATION DU DOCUMENT ET DE L'OPERATION

1 Objet du présent cahier des clauses particulières

Le présent Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) définit le contenu de la mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé **dans le cadre de la construction du bâtiment 11 « Learning Commons » et la réhabilitation du bâtiment 17.**

Dans le présent CCTP, le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé est désigné sous le vocable « coordonnateur SPS ».

En application des articles L4531-1 et suivants, et R4532-4 et suivants du Code du travail, la mission du coordonnateur SPS comprend l'ensemble des prestations réglementaires relatives à la prévention des risques et la protection de la santé des intervenants du chantier, riverains et futurs intervenants (entretien, maintenance, rénovation) et notamment le décret n° 94.1159 du 26 décembre 1994.

2 Caractéristiques de l'opération

2.1 Caractéristiques principales

Le projet objet de la présente consultation, fait suite au déménagement de l'enseignement de mécanique et consiste en la construction du bâtiment 11 Learning Commons et la réhabilitation et rénovation énergétique du bâtiment 17.

Il porte sur :

- La construction d'un bâtiment neuf pour accueillir le futur Learning Commons (B11) en lieu et place de l'ancienne halle mécanique déconstruite. Ce nouveau bâtiment, du fait de son implantation, devra être un bâtiment « signal » marquant l'image de l'INSA dès l'entrée sur le campus grâce à son architecture et son insertion dans le site. Il est souhaité que ce bâtiment soit accessible depuis l'extérieur du site, et qu'il présente également une liaison directe et intuitive avec le cœur de campus. Il représentera à terme une surface de 1350m² de Surface Utile (SU) et 550 m² d'espaces extérieurs aménagés immédiats,
- La réhabilitation de l'aile est du B17 (ancienne aile dédiée à l'enseignement mécanique) pour créer un bâtiment regroupant des services stratégiques à proximité du Learning Commons ainsi que la création d'une liaison couverte entre celui-ci et le B11. L'aile est du B17 présente une surface de 2 235m² SdP,
- La rénovation énergétique de l'aile nord du B17, d'une surface plancher d'environ 4 000 m². Son aménagement intérieur et ses usages seront conservés,
- L'augmentation du capacitaire admissible de l'aile nord du B17,
- Le réaménagement du reste des espaces extérieurs (environ 4 400 m²). Le traitement devra bénéficier d'une qualité paysagère mettant en avant les espaces verts. Il permettra une mise en valeur de l'entrée de campus, une identification du Learning Commons, et la mise à disposition d'un nouvel espace extérieur pour les étudiants.

Il est attendu sur l'opération un haut niveau de performance énergétique et environnementale, avec des dépassements des exigences réglementaires.

Les budgets prévisionnels de travaux sont les suivants :

Objet des travaux à réaliser	Budget prévisionnel des travaux
Travaux pour la construction du Bâtiment 11 Learning commons	3 850 000 € HT
Travaux de réhabilitation de l'aile Est du Bâtiment 17	2 650 000 € HT
Travaux de rénovation énergétique de l'aile Nord du Bâtiment 17	2 580 000 € HT
Travaux pour l'augmentation de l'effectif de l'aile Nord du Bâtiment 17	80 000 € HT
Travaux d'aménagement paysager de l'entrée de site	250 000 € HT

La tranche ferme du présent marché comprend les études de conception jusqu'à l'APD pour l'ensemble de l'opération, ainsi que les études de conception et travaux pour :

- Construction du B11
- Réhabilitation de l'aile Est du B17
- Augmentation de l'effectif de l'aile Nord du B17
- Aménagement paysager

La tranche optionnelle du présent marché comprend les études de conception à partir du PRO et les travaux pour :

- Travaux de rénovation énergétique de l'aile Nord du B17

2.2 Spécificités techniques de l'opération

L'attention du CSPS est attirée sur les spécificités suivantes de l'opération :

- La tranche optionnelle est réalisée en site occupée.

2.3 Délais prévisionnels de réalisation des études et des travaux

Le planning prévisionnel est en annexe au présent document. Les durées prévisionnelles indicatives des différentes phases sont les suivantes :

Tranche ferme :

- Phase conception : 11 mois
- Phase travaux : 14 mois (y compris période de préparation, congés, périodes d'intempéries et de réception).

Tranche optionnelle :

- Phase conception : 6 mois
- Phase travaux : 10 mois (y compris période de préparation, congés, périodes d'intempéries et de réception).

B GENERALITES SUR LA MISSION

3 Principes généraux et particuliers de prévention

La mission confiée au coordonnateur SPS est une mission de catégorie 02.

Les principes de base de la prévention sont énoncés dans le Code du travail. Mais la mission de prévention doit aussi prendre en compte les principes et règles imposés par d'autres textes codifiés (notamment le Code de la route, le Code de l'urbanisme, le Code de la construction et de l'habitation ...) ainsi que par des textes non codifiés (notamment les décrets n°65-48, n°88-1056....).

Des principes de prévention particuliers concernant l'hygiène et la sécurité peuvent être définis par le maître de l'ouvrage ; dans ce cas, ils sont également à prendre en compte.

Le coordonnateur SPS ne peut se substituer aux autres intervenants pour l'exécution des missions qui leur incombent, notamment dans le domaine de la sécurité et de la protection de la santé des travailleurs, sous réserve de l'application des dispositions de l'article 5.2., du présent CCTP.

4 Stades d'intervention du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS intervient pendant les phases de conception, de réalisation et durant l'année de garantie de parfait achèvement.

5 Relations avec le maître d'œuvre

Le coordonnateur SPS est totalement indépendant du maître d'œuvre mais doit travailler en bonne intelligence avec lui afin que les préoccupations de sécurité soient intégrées dans la conduite du chantier et l'utilisation future de l'ouvrage. Une information mutuelle aussi large que possible est nécessaire de ce point de vue. Cette bonne entente est un élément essentiel de la réussite de sa mission.

Il est impératif que des rendez-vous aient lieu entre le coordonnateur SPS et la maîtrise d'œuvre. Ces rencontres durant la phase conception (tout particulièrement) permettront d'identifier et solutionner les problématiques de chantier suivantes :

- éventuelles présences d'amiante
- interventions ultérieures sur l'ouvrage
- installations de chantier (bungalows, accès, stockage, approvisionnements, etc...)

6 Objectifs de la mission et références aux articles du Code du travail

La mission de coordination de sécurité a pour objectifs suivant les articles L.4531-1 et 2 – L.4532-8 - L.4532-10 - R.4532 et R 4533 :

- l'organisation et le respect de la coordination
- l'organisation et le contrôle d'accès au chantier (y compris la gestion de l'hygiène de chantier)
- l'élaboration du plan général de coordination et le suivi du registre-journal
- la réception et la diffusion des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé
- la présidence du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail.
- la constitution du dossier des interventions ultérieures sur l'ouvrage

C DECOMPOSITION DE LA MISSION SPS EN PHASES

La mission du coordonnateur SPS est décomposée en cinq phases :

- phase « conception »
- phase préparatoire du chantier
- phase « réalisation » ;
- phase « réception des travaux »
- phase « garantie de parfait achèvement ».

Durant les cinq phases de sa mission, le coordonnateur SPS veille à ce que les principes généraux de prévention énoncés aux 1° à 3° et 5° à 8° de l'article L. 4121-2 du Code du travail soient effectivement mis en œuvre. Ne sont pas du domaine du coordonnateur SPS la mise en œuvre des principes généraux de prévention prévus 4° de l'article L. 4121-2, pas plus que la prévention des risques non liés à la co-activité des entreprises, c'est à dire ceux propres à l'activité de chaque entreprise.

7 Phase conception

7.1 Prestations générales dues par le coordonnateur SPS en phase conception

En phase conception (à chaque phase de conception, y compris éventuelles réunions intermédiaires), le coordonnateur SPS :

- Il effectue une visite préalable avec le maître d'œuvre.
- Il suggère, si besoin, les investigations complémentaires et diagnostics à mener.
- Le coordonnateur, lors des choix architecturaux, analyse le projet et évalue les risques inhérents à la conception de l'ouvrage.
- élabore le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé ;
- Il ouvre le Registre Journal (RJ) dès la signature du contrat, dans lequel il enregistre :
 - les avis et observations qu'il estime nécessaire de faire ainsi que les réponses éventuelles ; si ceux-ci font l'objet d'échanges de courrier, une inscription sommaire indique qu'ils sont annexés au registre ;
 - les avis émis sur les dossiers d'étude relativement à la prévention tant en réalisation qu'en intervention ultérieure. Ils sont complétés des suites données s'il y a lieu.
- s'assure que les sujétions déjà définies par le maître d'œuvre et afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales, respectent les contraintes de sécurité des travailleurs du chantier et du public ;
- établit un rapport exprimant son avis sur l'ensemble des points précités ; (un rapport par phase et un rapport par réunion de conception en dehors des réunions de validation. Exemple : réunion interne entre la maîtrise d'œuvre et le CSPS par exemple)
- veille à la préservation de la sécurité et de la santé du public (riverains, personnel, malades, visiteurs...), eu égard aux risques résultant de la présence du chantier ;
- définit la matérialisation des zones qui peuvent présenter des dangers spécifiques pour le public, notamment en dehors des limites strictes du chantier ;
- précise de même, en concertation avec le maître d'œuvre, les voies de circulation que pourront emprunter le personnel ainsi que les véhicules et engins de toute nature des entreprises concourant à la réalisation des travaux ;
- définit les moyens à mettre en œuvre en matière d'installations sanitaires, vestiaires, restauration ;
- définit les dispositions à mettre en œuvre pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier ;
- prend en charge l'éventuelle problématique amiante et accompagne le diagnostiqueur amiante sur site afin de cerner avec lui les éléments
- en phase PRO et DCE, établit en concertation avec le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre un plan d'installation de chantier dont il devrait assurer le respect strict en phase travaux ;

- en phase DCE, établit la déclaration préalable (pré remplie et comportant l'ensemble des informations concernant les interlocuteurs de l'opération et le chantier à venir). Ce document sera transmis au Maître d'Ouvrage et comportera les noms et adresse des organismes auxquels ce document doit être envoyé (coordonnées complètes).
- Le PGC finalisé précisant :
 - quel lot/corps d'état aura à sa charge l'installation de chaque mesure collective décidée ;
 - quel lot/corps d'état aura en charge l'entretien, en cohérence avec la présence du lot/corps d'état sur le chantier ;
 - les dispositions à prendre en cas de dégradation abusive ou répétée de l'installation collective.
- Le projet de DIUO

A chacune des phases d'études de maîtrise d'œuvre (APS, APD, PRO et DCE), le coordonnateur SPS établit la synthèse de ses remarques sous forme de rapports s'appuyant, dans la mesure du possible, sur des points réglementaires précis. Le rapport particulier concernant la phase d'études de projet, correspondant à la fin des études (soit DCE), doit comporter une synthèse de l'évolution des mesures de coordination en matière de sécurité et de santé depuis le début de la phase conception.

Il assiste le Maître d'Ouvrage à l'établissement de la Déclaration Préalable au moment du Permis de Construire (PC) ou 30 jours avant le début des travaux lorsque le PC n'est pas requis.

Il établit la liste des dispositions que les entreprises doivent préciser au moment de la consultation et veiller à leur intégration dans le règlement particulier de consultation.

Il émet un avis sur les offres des entreprises avant attribution des marchés, notamment en cas de variantes.

Par ailleurs, la notice d'organisation générale du chantier établie par le maître d'œuvre fait l'objet d'une analyse spécifique sanctionnée par un rapport du coordonnateur SPS.

Ainsi et afin de satisfaire aux différents points listés ci-avant, le coordonnateur SPS devra être présent:

- à chaque réunion de validation de phase conception
- à chaque réunion qui lui sera demandée par le maître d'ouvrage ou l'assistant maître d'ouvrage afin de travailler avec les différents acteurs de l'équipe de projet sur des sujets précis
- lors des éventuelles opérations de repérage amiante complémentaire à réaliser par le diagnostiqueur AMIANTE (voir ci-dessous)

7.2 Gestion de la problématique AMIANTE

Le coordonnateur SPS, nommé par le maître d'ouvrage, dispose de toute la phase conception pour analyser les risques liés à l'opération et définir des sujétions qui devront permettre de prévenir les risques résultant des interventions simultanées ou successives des entreprises afin d'éviter toute exportation de la pollution à l'extérieur du chantier, que celui-ci se trouve sur ou à proximité d'un site en exploitation.

L'ensemble de ces mesures figureront dans le PGC établi par le coordonnateur SPS.

Ainsi, la phase de conception du projet constitue la phase la plus importante de sa mission puisque la qualité de son analyse des risques, dont le PGC est l'aboutissement, dépend en grande partie la santé et la sécurité des salariés des entreprises intervenantes, des populations environnantes du chantier (démolitions) et des usagers des locaux (réhabilitation). Par ailleurs, depuis le 1^{er} juillet 2006, il est rappelé que les rapports de repérage amiante doivent être annexés au CCTP.

Dans le cadre d'un chantier de réhabilitation ou de démolition (et durant la phase conception tout particulièrement), le rôle du coordonnateur SPS est primordial :

- Il doit, d'une part, jouer son rôle d'alerte en cas d'absence de réalisation d'une mission de repérage amiante
- Il doit, d'autre part, tenir compte des éléments pertinents (ou non) contenus dans les rapports de repérage amiante pour la rédaction de son PGC.

Ainsi, dans le cadre de son analyse des risques dont il sera pleinement responsable, le coordonnateur SPS produira, autant que nécessaire et à chaque production d'un nouveau rapport amiante durant la phase conception, un rapport d'analyse critique des risques (indépendant de tout autre document) des dits rapports. Le coordonnateur SPS (qui ne peut être un expert cependant) doit en outre effectuer des contrôles de base. Par conséquent, s'agissant de l'amiante, une lecture approfondie et attentive du contenu des listes de matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante (liste non exhaustive contenue dans l'arrêté du 2 janvier 2002 liste non exhaustive mais néanmoins plus complète annexée à la norme NF X 46-020) associée à la connaissance des travaux à effectuer (ce que permet la bonne coopération avec le maître d'œuvre) permettront au coordonnateur SPS de détecter les insuffisances des rapports et d'en informer, par voie de conséquence, le maître d'ouvrage.

Enfin, des visites sur le site, en compagnie de l'opérateur spécialisé en repérage AMIANTE et mandaté par le maître d'ouvrage, permettront au coordonnateur SPS de confirmer ses doutes. Le coordonnateur SPS devra donc prévoir un temps de présence pour cette mission dans le cadre de la phase conception.

A défaut de contrôles de sa part, le PGC ne pourra être donc considéré comme un document adapté aux travaux à effectuer et sera donc rejeté par le maître d'ouvrage jusqu'à ce que la santé des travailleurs présent sur chantier (et au-delà) et des personnes non concernées par les travaux (populations environnantes, usagers des locaux) soient garanties par le dit coordonnateur SPS qui engagerait la responsabilité pleine et entière de professionnel sachant.

Nota : la problématique amiante peut concerner des ouvrages tant intérieurs, qu'extérieurs (réseaux, enrobés, etc...).

7.3 Plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGC)

Le coordonnateur SPS élabore le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé prévu à l'article L.4532-8 du Code du travail.

Le coordonnateur SPS commence à élaborer le PGC dès le début des études d'avant-projet.

Le coordonnateur SPS dispose d'un délai de 10 jours calendaires à compter de la réception par ses soins du dossier d'études de projet transmis par le maître d'œuvre pour remettre au maître de l'ouvrage la version du PGC à joindre au dossier de consultation des entrepreneurs.

Le plan général de coordination (PGC) définit :

- ✓ Les mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par la maîtrise d'œuvre en coordination avec le directeur d'établissement.
- ✓ La répartition des mesures de coordination en matière de sécurité et de santé listées entre les différents lots de travaux.
- ✓ Les modalités de vérification des ouvrages provisoires par les entreprises qui en ont la responsabilité ;
- ✓ Les conditions de manutention (appareils de levage) ;
- ✓ Les délimitations et aménagements des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux ;
- ✓ L'utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale ;
- ✓ Les mesures à prendre pour tenir compte des activités d'exploitation du site. L'analyse des interactions vis-à-vis de l'établissement (utilisateurs, usagers, fonctionnement, réseaux....) est effectuée en concertation avec le maître d'ouvrage ;
- ✓ Les sujétions découlant des interférences avec l'extérieur (public, visiteurs, réseaux publics ...) ;
- ✓ Les mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité ;
- ✓ Les consignes pour les secours et l'évacuation des personnels ;
- ✓ Les modalités de coopération entre entreprises ;
- ✓ Les modalités de contrôle d'accès au chantier.

7.4 Collège interentreprises de sécurité de santé et des conditions de travail (CISSCT)

Dans le cadre d'opérations de 1^{ère} catégorie, le coordonnateur SPS (de compétence de niveau 1) élabore le projet de règlement du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT), conformément aux dispositions du décret 95-543 du 4 mai 1995 et tel que prévu à l'article L.4532-10 du Code du travail. Le coordonnateur SPS remet ce projet de règlement concomitamment avec le PGC, de façon à permettre son inclusion dans le dossier de consultation des entreprises. Le coordonnateur SPS propose au maître de l'ouvrage la constitution du CISSCT dans les neuf jours qui suivent le début de la période de préparation des travaux.

Le coordonnateur SPS transmet le règlement, dès son adoption, à l'inspection du travail, au comité régional de l'Organisme professionnel de la prévention et de protection du bâtiment et des travaux publics (OPPBTP) et à l'organisme d'assurance maladie compétent en matière de prévention des risques professionnels.

Le procès-verbal de la séance du collège au cours de laquelle a été adopté le règlement est joint à cette transmission. Ce procès-verbal mentionne les résultats de vote émis à l'occasion de cette adoption.

Le coordonnateur SPS assure l'envoi des procès-verbaux des réunions du collège dans un délai de 7 jours calendaires aux CHSCT ou, à défaut, aux délégués du personnel des entreprises et autres personnes morales intervenant sur le chantier.

Le coordonnateur SPS est tenu de répondre par écrit aux observations qui peuvent lui être formulées par les CHSCT ou les délégués du personnel, suivant les modalités définies par le règlement du collège.

7.5 Dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO)

Le coordonnateur SPS constitue le Dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO).

Le DIUO, dont le cadre est défini par l'article R.4532-95 du Code du travail, rassemble les mesures à prendre de manière à faciliter la prévention des risques professionnels lors d'interventions ultérieures.

Le DIUO précise notamment les dispositions prises :

- pour le nettoyage des surfaces vitrées en élévation et en toiture ;
- pour l'accès en couverture, et notamment :
 - les moyens d'arrimage pour les interventions de courte durée ;
 - les possibilités de mise en place rapide de garde-corps ou de filets de protection pour les interventions fréquentes ;
 - les chemins de circulation permanents pour les interventions fréquentes ;
- pour faciliter les travaux d'entretien intérieur, et notamment pour :
 - le ravalement des halls de grande hauteur,
 - l'accès aux cabines et machineries d'ascenseur,
 - l'accès aux canalisations en galerie technique ou en vide sanitaire,
 - les changements ou essais d'appareillage situés en hauteur.

Il indique, en outre lorsqu'ils ont été aménagés à cet effet, les locaux techniques de nettoyage et les locaux sanitaires pouvant être mis à la disposition du personnel chargé des travaux d'entretien.

Le DIUO doit être un document facile à utiliser ; son organisation sous la forme de fiches avec nomenclature est souhaitée. Ces fiches comporteront les références des plans des ouvrages exécutés à consulter pour préparer l'intervention. De même, il sera agrémenté obligatoirement de photos des existants (locaux, équipement) pour permettre la parfaite compréhension des modalités de réalisation des interventions ultérieures.

7.6 Registre-journal de la coordination

Le coordonnateur SPS :

- ouvre et met à jour le registre-journal de la coordination ; (copie obligatoire en salle de réunion de chantier)
- consigne dans leur ordre chronologique tous les événements liés à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- fait viser par le maître d'œuvre et les autres acteurs les points du registre les concernant ;
- transmet au maître de l'ouvrage et au maître d'œuvre les compléments apportés au registre-journal dès modification depuis le dernier envoi au plus tard à la fin de chaque mois ou dès qu'il le juge nécessaire.
- Transmet au Maître d'Ouvrage et au Maître d'œuvre, un rapport à l'issue de chacune des réunions de chantier.

Le registre-journal se présente comme un cahier à pages numérotées, complété par les annexes auxquelles il est fait référence :

PHASE CONCEPTION.

En phase conception, sont consignés au registre-journal :

- tous les avis, observations ou notifications que le coordonnateur SPS juge nécessaire de faire, ainsi que les réponses éventuelles ;
- tous les événements intéressant la prévention, et notamment les avis émis sur les dossiers d'études et les suites qui leur sont données.

PHASE PREPARATOIRE DU CHANTIER.

D'une manière générale, le coordonnateur SPS consigne systématiquement ses visites dans le registre-journal.

Durant la phase préparatoire du chantier, sont notamment consignés au registre-journal :

- l'arrivée d'une nouvelle entreprise (y compris sous-traitants) ;
- la remise d'un plan particulier de sécurité et de santé ;
- l'arrêt d'un poste de travail ;
- la tenue d'une réunion sur le site ;
- le Plan général de coordination (PGC) et ses additifs ;
- les Plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) et leurs additifs ;
- les procès-verbaux des inspections communes faites avec chaque entreprise ;
- les comptes rendus de réunions.

PHASE TRAVAUX.

D'une manière générale le coordonnateur SPS :

- consigne systématiquement ses visites dans le registre-journal et les diffuse dans les 48 H maximum qui suivent son passage. Ses registres seront systématiquement agrémentés des photos de défaillances ou carences constatées sur site
- consigne au registre-journal l'ensemble des remarques et observations visées par les personnes concernées.
- Consigne les courriers RAR de rappel et/ou relance qu'il a adressé aux entreprises
- Consigne les états faits au cours des inspections communes du chantier, PPSPS-reçus, visés et acceptés ou non réalisés (mandataire et sous traitant)
- Consigne le point de situation complet SPS établi et transmis au maître d'ouvrage avant chaque réunion des maîtrises

Lors de la transmission mensuelle du registre-journal, le coordonnateur SPS joint un compte rendu d'avancement de l'exécution de sa mission.

7.7 Interférences avec les activités d'exploitation

Pour les travaux portant sur des ouvrages en exploitation ou situés à proximité d'activités extérieures en exploitation, le maître de l'ouvrage et le coordonnateur SPS prennent les mesures édictées par l'article R.4532- 14 du Code du travail.

Le coordonnateur SPS propose, en tant que de besoin, les adaptations à apporter aux modalités d'exploitation de l'établissement ou de l'ouvrage.

Comme suite à l'inspection commune avec le ou les chefs d'entreprises concernés et après concertation avec eux, le coordonnateur SPS propose au maître de l'ouvrage les mesures à prendre pour tenir compte des activités d'exploitation du site. Après accord du maître d'ouvrage, le coordonnateur insère ces mesures dans le Plan Général de Coordination.

Le coordonnateur SPS propose également au maître de l'ouvrage les dispositions à soumettre à l'autorité compétente pour qu'elle arrête les conditions particulières d'exploitation de l'établissement ou de l'ouvrage pendant les travaux (en matière de protection contre l'incendie par exemple).

7.8 Prestations spécifiques à l'élaboration du DCE

PRESTATIONS A DESTINATION DE LA MAITRISE D'OUVRAGE.

Le coordonnateur SPS contribue à l'élaboration du DCE en proposant à la maîtrise d'ouvrage, l'ensemble des éléments, pièces, modèles de documents se rapportant à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs sur le chantier, notamment :

- les éléments à faire figurer dans les pièces écrites afin de permettre aux entrepreneurs de présenter une offre en toute connaissance des conditions de sécurité et de protection de la santé exigées pour l'opération ;
- les modalités pratiques de coopération en matière de sécurité et de protection de la santé ;
- le PGC ;
- le projet de règlement intérieur du CISSCT, lorsque ce comité doit être constitué.
- Le projet de DIUO

PRESTATIONS A DESTINATION DU MAITRE D'ŒUVRE.

Le coordonnateur SPS contribue à l'élaboration du DCE en proposant au maître d'œuvre l'ensemble des éléments, concernant la sécurité et les moyens qui lui sont attribués, à étudier dans le but de faire figurer les prescriptions appropriées dans les clauses techniques et administratives des marchés de travaux.

De plus, le coordonnateur SPS propose au maître d'œuvre, l'ensemble des éléments, pièces, modèles de documents se rapportant à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs sur le chantier, notamment :

- les éléments à faire figurer dans les pièces écrites afin de permettre aux entrepreneurs de présenter une offre en toute connaissance des conditions de sécurité et de protection de la santé exigées pour l'opération ;
- les modalités pratiques de coopération en matière de sécurité et de protection de la santé ;
- le PGC;
- le projet de règlement intérieur du CISSCT, lorsque ce comité doit être constitué.
- le plan installation de chantier

7.9 Phase préparatoire du chantier

7.9.1 Missions du coordonnateur SPS

Pendant la phase préparatoire du chantier, le coordonnateur SPS :

- tient le registre-journal de la coordination ;
- transmet le plan général de coordination (PGC) à tous les intervenants ;
- adapte le PGC à l'installation de chantier proposée par chaque entreprise et acceptée par le maître d'œuvre, et au calendrier de travaux définitif notifié par ordre de service aux entreprises ;
- harmonise le PGC en fonction des Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) ;
- collecte les PPSPS de l'ensemble des entreprises présentes sur le site ; celles-ci devront obtenir l'aval du coordonnateur SPS qui vise le document accepté et formule ses remarques par écrit ;
- diffuse les PPSPS des entreprises chargées des prestations principales (Gros Œuvre par exemple) aux autres entreprises appelées à intervenir sur le site.

7.9.2 Inspection commune de chantier

Le coordonnateur SPS procède avec chaque entreprise (y compris toute entreprise sous-traitante), préalablement à l'intervention de celle-ci, à une inspection commune aux fins de préciser, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise doit réaliser, les consignes à observer ou à transmettre, et les observations particulières de sécurité et de santé prévues pour l'ensemble de l'opération.

Cette inspection commune a lieu avant la remise du PPSPS. Elle fait l'objet d'un procès-verbal écrit, signé par le coordonnateur SPS et le représentant de l'entreprise, et référencé au registre-journal.

Ce procès-verbal est adressé au maître de l'ouvrage et au maître d'œuvre.

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'œuvre et le maître de l'ouvrage des dates et heures de chaque inspection commune, afin de leur permettre d'y participer s'ils le jugent opportun.

7.9.3 Informations préalables

Au cours de l'inspection commune, il appartient à chaque entreprise de transmettre les informations préalables coordonnateur SPS :

- nom et adresse de l'entreprise ;
- date approximative d'intervention sur le chantier ;
- durée des travaux effectifs prévisible sur le chantier ;
- nature des travaux sous-traités et identification des sous-traitants ;
- consignes particulières de sécurité à observer par les autres intervenants.

7.10 Phase réalisation des travaux

7.10.1 Cadre général de la mission du coordonnateur SPS en phase réalisation

CONCERTATION AVEC LE MAITRE D'ŒUVRE ET LE COORDONNATEUR DE CHANTIER (OPC).

Interlocuteur privilégié des intervenants sur le chantier en matière de sécurité et de santé des travailleurs, le coordonnateur SPS exerce sa mission en concertation avec le maître d'œuvre et le coordonnateur de chantier (OPC).

MISE EN ŒUVRE DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION.

Le coordonnateur SPS veille à la mise en œuvre effective des principes généraux de prévention définis à l'article

L. 4531-1 et 2 du Code du travail.

Le coordonnateur SPS tient à jour, adapte le plan général de coordination (PGC) et veille à son application. Le plan général de coordination doit être tenu sur le chantier et pouvoir être consulté par les représentants des salariés et les membres du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT). Le coordonnateur SPS veille à ce que les dispositions prévues au plan général de coordination soient bien appliquées, afin que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.

Il adresse des courriers RAR autant que nécessaires aux entreprises dès que la sécurité et l'hygiène ne sont pas respectées, et sur toute demande du Maître d'Ouvrage.

COORDINATION DES ACTIVITES DES ENTREPRISES EN MATIERE DE SECURITE.

Le coordonnateur SPS organise, entre les différentes entreprises, présentes ou non ensemble sur le chantier (y compris les sous-traitants), la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations, leurs informations mutuelles et l'échange entre elles des consignes en matière de sécurité.

La coordination ainsi préconisée par le coordonnateur SPS doit être définie en concertation avec le maître d'œuvre et l'OPC (ordonnancement-pilotage-coordination).

SECURITE DU PUBLIC.

Le coordonnateur SPS veille à la sécurité permanente du public et des activités à proximité desquelles est implanté le chantier.

MAINTIEN EN BON ETAT D'HYGIENE SUR LE CHANTIER

Le coordonnateur SPS est responsable du maintien en bonne hygiène du chantier, tant intérieur qu'extérieur. Il devra établir des rapports détaillés tout au long de la phase chantier tant que infractions seront constatées (rapports comprenant des photos). Il identifiera les entreprises responsables dans les manquements aux règles d'hygiène.

Dans ce cadre, en relation avec le maître d'ouvrage, il adressera autant que nécessaire et que demandé par le maître d'ouvrage, des courriers recommandés de rappels aux entreprises défaillantes.

7.10.2 Adaptation du PGC

Le coordonnateur SPS complète et adapte le PGC en fonction de l'évolution du chantier et en fait mention au registre- journal de la coordination. Il communique au fur et à mesure ces modifications aux titulaires des marchés de travaux.

De même, le coordonnateur SPS harmonise et intègre dans le PGC, au fur et à mesure de leur élaboration, les PPSPS et en avise immédiatement le maître d'œuvre et le Maître d'Ouvrage.

Ce PGC ainsi harmonisé est mis à jour au minimum 1 fois par mois, à chaque déclaration de sous-traitance et diffusé systématiquement avant chaque réunion des maîtrises au Maître d'ouvrage.

Gestion de la co-activité

NOTION D'EXCES DE CO-ACTIVITE.

La co-activité est dite excessive lorsque l'intervention simultanée de plusieurs entrepreneurs en un même lieu, non imposée par des impératifs techniques, est susceptible de générer des risques pour la sécurité ou la santé des travailleurs concernés.

PREVENTION DE L'EXCES DE CO-ACTIVITE.

Au vu du projet de calendrier détaillé d'exécution des travaux, des plans d'exécution éventuels, du plan d'installation de chantier, des Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS), le coordonnateur SPS identifie géographiquement (sur les plans) et temporellement (sur le calendrier d'exécution) les lieux d'intervention simultanée de plusieurs acteurs. Il établit en liaison avec les intervenants concernés, notamment les entrepreneurs, la synthèse des niveaux de co-activité propre à l'opération et identifie les phases critiques caractérisées par des regroupements de tâches susceptibles de conduire à un excès de co-activité.

Il notifie aux entrepreneurs, au maître d'œuvre et au coordonnateur OPC de chantier la nature et la localisation des phases critiques et les invite à rechercher des organisations différentes présentant un niveau de co-activité admissible.

Il note les dispositifs, consignes, moyens mis en commun, contraintes particulières qu'il a pris, préconisés ou notés.

7.10.4 Responsabilité du coordonnateur SPS.

En cas d'excès de co-activité sur le chantier constaté par toute autorité compétente (inspection du travail, organisme d'assurance maladie, OPPBTP, maître d'œuvre), le coordonnateur SPS est tenu d'apporter la preuve qu'il a rempli entièrement ses obligations résultant du paragraphe précédent.

7.10.5 Résorption d'excès de co-activité.

Si, à un moment quelconque des travaux, le coordonnateur SPS constate un excès de co-activité, il doit examiner avec les acteurs concernés (coordonnateur OPC, maître d'œuvre, entrepreneurs) toutes mesures de réorganisation de l'ordonnancement des travaux permettant de conduire à un niveau de co-activité admissible.

7.10.6 Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail :

Dans le cadre d'opération de **1^{ère} catégorie**, le coordonnateur SPS (**de compétence de niveau 1**) élabore le projet de règlement du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT), conformément aux dispositions du décret 95-543 du 4 mai 1995. Le coordonnateur SPS remet ce projet de règlement concomitamment avec le PGC, de façon à permettre son inclusion dans le dossier de consultation des entreprises. Le coordonnateur SPS propose au maître de l'ouvrage la constitution du CISSCT dans les neuf jours qui suivent le début de la période de préparation des travaux.

Le coordonnateur SPS transmet le règlement, dès son adoption, à l'inspection du travail, au comité régional de l'Organisme professionnel de la prévention et de protection du bâtiment et des travaux publics (OPPBTP) et à l'organisme d'assurance maladie compétent en matière de prévention des risques professionnels.

Le procès-verbal de la séance du collège au cours de laquelle a été adopté le règlement est joint à cette transmission. Ce procès-verbal mentionne les résultats de vote émis à l'occasion de cette adoption.

Le coordonnateur SPS assure l'envoi des procès-verbaux des réunions du collège dans un délai de 7 jours calendaires aux CHSCT ou, à défaut, aux délégués du personnel des entreprises et autres personnes morales intervenant sur le chantier.

Le coordonnateur SPS est tenu de répondre par écrit aux observations qui peuvent lui être formulées par les CHSCT ou les délégués du personnel, suivant les modalités définies par le règlement du collège.

7.10.7 Inspections de chantier

Le coordonnateur SPS procède à des inspections de chantier pour veiller :

- à l'application, par chaque entreprise, des dispositions prévues dans son marché et dans son Plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS),
- au respect des règles de sécurité définies par la réglementation en la matière ou dans le Plan général de coordination ;
- à la mise en oeuvre des dispositions retenues par le CISSCT.

Chacune de ces inspections fait l'objet d'une inscription au registre-journal et d'un mail au plus tard 48 heures suite au passage au Maître d'Ouvrage et Maître d'œuvre.

7.10.8 Avis sur les dossiers d'études d'exécution

S'il l'estime nécessaire pour mener à bien sa mission, le coordonnateur SPS formule des observations écrites à la maîtrise d'ouvrage et au maître d'œuvre sur tout ou partie des documents d'exécution.

Cet avis sera transmis au plus tard 48 heures avant la tenue de la réunion de validation.

7.10.9 Autres prestations du coordonnateur SPS

En complément des prestations définies ci-avant, le coordonnateur SPS doit, pendant la phase réalisation, les prestations suivantes :

- tenue du registre-journal de la coordination et diffusion de ces RJ d'inspections ou de visites inopinées 48h maximum après visite (photos de situations de défaillances impérativement jointes)
- établissement des statistiques d'accidents de travail ;
- analyse des rapports d'accidents établis par les entreprises pour proposer toute mesure utile à leur non-renouvellement ;
- examen des mesures envisagées pour satisfaire aux demandes des organismes officiels ;
- assistance au maître de l'ouvrage dans les réunions éventuellement organisées sur ce thème avec les partenaires publics (mairie, police nationale, pompiers, inspection du travail ...) ;
- apport de compléments au Dossier d'Intervention Ulérieure sur Ouvrage (DIUO) au fur et à mesure de l'avancement du chantier ;
- Adresser aux entreprises des courriers RAR de rappel et/ou relance autant que nécessaire et dès demande du Maître d'Ouvrage, du Maître d'œuvre ou de l'Assistant à Maître d'Ouvrage.
- Produira autant de fois que demandé par la maîtrise d'ouvrage, un état des inspections communes réalisées, PPSPS reçus, visés et acceptés (mandataire et sous-traitant) ;
- Adressera systématiquement et automatiquement, 48 heures minimum avant la réunion des maîtrises : un état des inspections communes et PPSPS à la maîtrise d'ouvrage mais également un point de situation complet sur la mission CSPS.

7.11 Phase Réception des travaux

Au plus tard un mois après la date retenue pour l'achèvement des travaux, le coordonnateur SPS remet au maître d'ouvrage, en trois exemplaires, le Dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) partiel.

Le Dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) comporte notamment :

- tous les documents tels que les plans et notes techniques de nature à faciliter l'intervention ultérieure sur l'ouvrage ;
- le dossier de maintenance des éléments de sécurité mis en place pour l'intervention ultérieure sur l'ouvrage (localisation, durabilité et caractéristiques précises des éléments de sécurité mis en place pour la maintenance) ainsi que le dossier de maintenance des lieux de travail tel que défini à l'article R. 4211 du Code du travail ;
- une notice générale d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (élaborée par le coordonnateur SPS), et recensant les mesures de sécurité à mettre en œuvre en cas d'interventions ultérieures sur l'ouvrage.

7.12 Phase Garantie de parfait achèvement

Au plus tard un mois avant la fin de la garantie de parfait achèvement (GPA), le coordonnateur SPS remet au maître d'ouvrage, en trois exemplaires, le Dossier d'Intervention Ultérieure sur Ouvrage (DIUO) définitif.

8 Moyens mis à la disposition du coordonnateur SPS

8.1 Moyens matériels

Outre la rémunération prévue à l'acte d'engagement, réputée permettre au coordonnateur SPS d'assurer complètement sa mission dans de bonnes conditions, le maître d'ouvrage met à sa disposition :

- une salle de réunion de chantier qu'il partage avec le maître d'œuvre, sur le site du chantier, depuis la fin de la période de préparation du chantier jusqu'à la réception des travaux ;
- un exemplaire du programme d'architecture et d'ingénierie de l'opération ;
- à chaque phase d'avant-projet ou de projet du maître d'œuvre, avant approbation, un exemplaire des documents d'études ;
- un exemplaire complet de l'ensemble des marchés de travaux passés avec les entreprises (format PDF) ;
- un exemplaire du Dossier des ouvrages exécutés (DOE) dès que celui-ci est établi ;
- un exemplaire de tous les comptes rendus des réunions de chantier qui lui sont adressés dans le cadre de la diffusion générale.

8.2 Moyens administratifs

Le coordonnateur SPS dispose du pouvoir d'intervenir directement auprès d'un autre intervenant (entreprise, maître d'œuvre, OPC, BET, bureau de contrôle, etc.) à la seule condition que le maître d'ouvrage soit informé de la teneur et de la date de cette intervention.

La maîtrise d'ouvrage doit, de plus, recevoir copie des courriers ou des documents échangés. En cas d'incident ou de manquement aux règles de sécurité ou de santé présentant une extrême gravité, le maître de l'ouvrage en est informé sur-le-champ.

Dans l'accomplissement de sa mission, le coordonnateur SPS doit, sauf cas d'urgence, respecter une gradation de moyens conformément à l'esprit des principes ci-après.

8.2.1 Phase 1 - Procédure amiable.

La mission première du coordonnateur SPS est d'établir un climat propice à la compréhension et à la prise en compte des problèmes touchant à la sécurité et la santé de l'ensemble des participants de l'opération.

Le coordonnateur SPS doit informer, sensibiliser, expliquer sa mission, son rôle et les obligations de chacun, notamment auprès des entreprises et de l'ensemble des acteurs du chantier (ouvriers ou personnel intervenant sur le chantier, mais aussi cadres dirigeants).

Le coordonnateur SPS doit donc, avant toute action coercitive, informer les entreprises sur leurs erreurs en matière de sécurité :

- sur site (au chef de chantier ou à la personne concernée) ;
- à l'occasion des réunions ordinaires (réunion de chantier ou de collège) ;
- ou à l'occasion d'une réunion extraordinaire déclenchée à cet effet ;
- ou par courrier simple ou recommandé à l'entreprise défaillante (avec mention sur le registre-journal et copie à l'assistant maîtrise d'ouvrage et au maître d'œuvre).

8.2.2 Phase 2 - Mesures coercitives.

Si les remarques formulées par le coordonnateur SPS ou les dispositions qu'il a préconisées ne sont pas suivies d'effet, le coordonnateur SPS demande au maître d'œuvre l'application de la procédure de l'article 31.4 du CCAG (marchés publics de travaux) relative à la sécurité et l'hygiène des chantiers.

8.2.3 Phase 3 - Cas de danger grave et imminent (mesures d'extrême urgence).

La notion juridique de « danger grave et imminent », telle qu'elle ressort des dispositions des articles R. 4731 et suivants du Code du travail, est laissée à l'entière appréciation du coordonnateur SPS.

En cas de danger grave et imminent, le coordonnateur SPS a autorité pour faire arrêter sur-le-champ les travaux de la ou des entreprises concernées dans la ou les zones jugées dangereuses, ou de simplement faire arrêter la tâche dangereuse, ou enfin de faire délimiter ou condamner une zone jugée dangereuse pour tous.

Le coordonnateur SPS prévient immédiatement le maître d'œuvre et la maîtrise d'ouvrage de manière à faire appliquer le plus rapidement possible l'ensemble des procédures administratives et réglementaires, et à convoquer dans les vingt-quatre heures, sur place, les intervenants concernés, qui sont prévenus immédiatement des mesures prises en extrême urgence par le coordonnateur SPS.

La notification de cet arrêt est consignée au registre-journal. Le registre-journal doit alors être signé par le représentant de l'entreprise le plus élevé dans l'ordre hiérarchique, présent sur le chantier.

La reprise du travail des postes concernés ne peut avoir lieu qu'après mise en place des mesures de sécurité indispensables. La notification de reprise, qui incombe au coordonnateur SPS, est également inscrite au registre-journal.

Enfin, et en cas de refus d'obtempérer à la notification d'arrêt des postes de travail concernés, le coordonnateur SPS en réfère au maître d'ouvrage immédiatement afin que celui-ci prenne toutes les mesures appropriées.

9 Modalités minimales contractuelles de présence imposées au coordonnateur SPS

9.1 Présence minimale imposée au titre du présent marché

9.1.1 Phase conception

Le coordonnateur SPS doit pendant toute la durée de la phase conception de l'opération :

- Assister aux réunions pour lesquelles il est explicitement convoqué en présence des divers acteurs du projet (Maîtrise d'Ouvrage, Maître d'œuvre...) lorsque les aspects de sécurité et de protection de la santé sont abordés (chantier et utilisation ultérieure) et assister à **1 réunion de validation de dossier à chaque phase de conception (APS, APD, PRO et DCE)**
- Assister aux réunions ponctuelles organisée, demandées par le maître d'ouvrage dans le cadre desquelles un point rapide mais précis est fait des questions relatives à la sécurité et à la protection de la santé pour la future phase de chantier ou pour aborder les problématiques AMIANTE liés aux diagnostics réalisés (2 réunions au minimum).
- Assister le diagnostiqueur, autant que nécessaire, pour réaliser les prélèvements nécessaires qui seraient à opérer suite à analyse critique faite par le CSPS des rapports de repérage déjà faits (présence à estimer par le CSPS dans son offre).
- Rester en liaison avec les représentants permanents de l'équipe de projet.

9.1.2 Phase travaux

Le coordonnateur SPS doit pendant toute la durée des travaux préparation + exécution) de l'opération :

- assister aux réunions hebdomadaires de chantier dans le cadre desquelles un point rapide mais précis est fait des questions relatives à la sécurité et à la protection de la santé (fréquence laissée à la libre appréciation du coordonnateur SPS) **(1 réunion toutes les 2 semaines minimum).**
- assister à chaque réunion des maîtrises **(1 réunion par mois)**
- effectuer des visites et contrôles inopinés sur le chantier afin de veiller au respect des règles et de détecter d'éventuelles situations dangereuses du point de vue de la sécurité et de la protection de la santé, ces visites et contrôles étant consignés dans le registre-journal **(1 visite minimum imposée toutes les semaines en plus de la réunion de chantier)**
- assister aux réunions pour lesquelles il est explicitement convoqué en présence des divers acteurs du projet (Maîtrise d'Ouvrage, Maître d'œuvre...) lorsque les aspects de sécurité et de protection de la santé sont abordés (chantier et utilisation ultérieure)
- rester en liaison avec les représentants permanents sur le chantier des entreprises, de la maîtrise d'œuvre et du titulaire de la mission d'OPC (ordonnancement-pilotage-coordination)

9.2 Présence complémentaire laissée à l'appréciation du coordonnateur SPS

Dans l'hypothèse où les situations de présence imposées à l'article 9.1.2. ci-avant ne sont pas suffisantes pour permettre au coordonnateur SPS de remplir complètement sa mission dans des conditions satisfaisantes, il lui appartient de se rendre sur le chantier chaque fois que le bon déroulement de sa mission et l'exercice de sa responsabilité l'imposent, notamment :

- au cours de certaines phases du chantier particulièrement délicates pour la sécurité et la protection de la santé ;
pour participer aux réunions spécifiques organisées par le maître d'œuvre, hors réunion de chantier, sur problème de sécurité bien déterminé.